

Monsieur l'Orateur, cette année est une année mémorable, formidable, non seulement pour moi, mais pour tous les nouveaux députés, particulièrement ceux du Ralliement créditiste. Cette institution était précisément, à nos yeux, la chose la plus respectable et la plus respectée au Canada. Le Parlement était pour nous l'institution suprême où les droits démocratiques pouvaient être défendus, où nous pouvions exprimer notre opinion librement, où nous pouvions tenter, par nos faibles moyens, d'améliorer les lois et de représenter dignement la population canadienne. Nous étions heureux de cette première expérience.

Monsieur l'Orateur, je termine sur une note triste et fort regrettable, car à la veille de l'ajournement de cette session, on nous enlève le peu de droits démocratiques qui nous restaient. On ne pourra certainement pas dire que c'est un congé, car le gouvernement en a décidé ainsi pour permettre à ses députés, qui n'ont rien fait depuis le début de la session, de prendre un repos.

Monsieur l'Orateur, cette année passée à la Chambre fut une expérience enrichissante. Malheureusement, elle finit très mal. J'aimerais dire au gouvernement que les nouveaux députés regrettent certainement la décision du gouvernement d'imposer la règle de clôture, et ce avec le sourire.

Pour nous, du Ralliement créditiste, le Parlement baisse dans notre estime et tout ce qu'il nous reste à faire, c'est de lancer le Règlement dans les airs, puisqu'à l'avenir, il est fort probable que les gouvernements s'arrogent des droits qu'ils n'ont pas.

Le gouvernement désire non seulement imposer ses vues, mais aussi contrôler les travaux de la Chambre et les députés. Je tiens à ce qu'il sache que jamais il ne pourra lever la main et contrôler les députés du Ralliement créditiste, parce que nous sommes libres. Nous resterons debout, malgré la dictature du gouvernement libéral!

[Traduction]

M. l'Orateur: Nous passons à l'ordre du jour.

M. MacDonald: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député d'Egmont fait-il appel au Règlement?

M. MacDonald: Non, monsieur l'Orateur; je veux participer au débat.

M. l'Orateur: Nous en sommes à l'appel des motions et je dois mettre en délibération les mesures inscrites à l'ordre du jour. Lorsque nous reprendrons le débat, le député d'Egmont aura la parole.

[M. Fortin.]

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

PROCÉDURE ET ORGANISATION

MOTION D'ADOPTION DU 3^e RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

La Chambre reprend l'étude, interrompue le vendredi 18 juillet, de la motion de M. Blair, tendant à l'adoption du 3^e rapport du comité permanent de la procédure et de l'organisation, présenté à la Chambre le vendredi 20 juin 1969, et de l'amendement de M. Baldwin (page 10963).

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, je n'éprouve pas de plaisir particulier à prendre la parole à la Chambre cet après-midi, mais au moment où je m'appête à aborder la plus grave des questions, il est caractéristique que le premier ministre (M. Trudeau) ait jugé à propos de s'absenter. Il s'agit ici d'un point tellement essentiel pour l'avenir du Parlement qu'on se demande s'il nous est possible de débattre un sujet à ce point vital alors que les passions ont été attisées jusqu'au point d'ébullition.

Il est regrettable qu'un des grands moments de notre ère, la semaine où un homme est descendu sur la Lune, restera pour les Canadiens la semaine où le gouvernement a choisi lui de descendre jusqu'à la dictature. Comme d'autres l'ont dit cet après-midi, nous avons vu le Parlement, en qui reposait la promesse de grandes choses, subitement s'aigrir et être réduit pratiquement à l'impuissance par suite de l'action d'un gouvernement insensible et, il faut bien en conclure, inconscient. Si j'étais homme à me servir d'un langage plus énergique, je ne dirais pas simplement que le Parlement s'est aigri, je dirais qu'il est en passe d'être violé. Car ce à quoi nous avons assisté ici pendant ces quelques dernières minutes sonne, à mon avis, le glas de la société juste.

D'une expression inaugurée il y a un petit peu plus d'un an «Venez travailler avec moi», nous sommes passés cet après-midi à une autre: «Ne m'ennuyez pas». Nous avons appris qu'un gouvernement, incapable d'établir ses priorités, estime maintenant que le meilleur moyen de s'en sortir c'est de nous déclarer sans ambages que le Parlement est le suprême gêneur. Ceux qui ont des notions d'histoire savent que, de tout temps, une démocratie ne peut survivre qu'une génération ou deux sans l'appui du peuple. Ceux qui occupent le banc du gouvernement cet après-midi et qui estiment que la majorité a des droits en sont finalement venus à déclarer aussi que les minorités ne devaient pas avoir